



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St-Étienne

St-Étienne, le 06/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AEP GROUP

Z.A. Les Pins
43620 Saint-Pal-De-Mons

Références : UID4243-EAR-025-177
Code AIOT : 0005600251

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/06/2025 dans l'établissement AEP GROUP implanté ZI de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 30/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite de la visite d'inspection 2024 dans le cadre du plan pluriannuel de l'inspection s'agissant d'un site de « priorité nationale » relevant de la Directive IED.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AEP GROUP
- ZI de Campine 43620 Saint-Pal-de-Mons
- Code AIOT : 0005600251
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AEP GROUP est spécialisée dans la fabrication d'emballages en matières plastiques, par extrusion gonflage, impression et découpe sacherie. Elle exploite 2 sites sur Saint Pal de Mons : le site A sur la ZA Les Pins, et la partie B sur la ZI de Campine.

En 2011, le site B est agrandi par un atelier d'impression, induisant une demande d'autorisation ICPE obtenue le 25 /11/11. Cette installation a fait l'objet de modifications substantielles et a nécessité le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation en 2020. La société AEP GROUP a acquis les bâtiments de la société M2I FAYARD, en cessation d'activité, pour y installer un nouvel atelier d'impression : ainsi, en plus de la partie B, le site est agrandi d'une partie D sur laquelle 3 imprimeuses sont maintenant en place.

L'ensemble des activités des deux parties du site (B et D) est encadré par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° BCTE/2024-35 du 21/03/2024.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- IED-MTD
- NATECH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

* En dehors des fiches de constats disponibles en partie 2-4 :

Des transferts sont cours pour des volumes stockés du site (partie B) vers le nouveau site de logistique du groupe (6 153,78 m²), localisé "Patural de Massard » Les Pins, 43600 STE SIGOLENE, exploité au titre de la rubrique 2663-2-b de la nomenclature des ICPE (régime de la Déclaration ; volume de 7200 m³) suite au dépôt du dossier A-4-O6O2UL6NR du 15.05.2024 (n° AIOT 0100293220 du 06.06.2025).

Il est rappelé pour cet autre site son obligation de conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 14.01.2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2663 (Stockage de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères [matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques]).

* Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.5.1.1 de l'annexe I	Demande d'action corrective	3 mois
6	Respect des VLE - tableau des VLE	Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 2.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 2.1.2	Demande d'action corrective	3 mois
9	Rejets en eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 3.4.2	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
12	Stockage extérieur / partie B	Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 5.2.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Canalisation des émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	Sans objet
2	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 2.9.4	Sans objet
3	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 2.3.1	Sans objet
4	Émissions diffuses	Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 2.2.2	Sans objet
8	Modifications des installations	Code de l'environnement, article L. 181-14	Sans objet
10	Rejets en eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 3.3	Sans objet
11	Risque foudre	Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 51	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le projet de rationalisation du nombre d'oxydateurs thermiques régénératifs (RTO) du site (passage de 3 à 2) n'est pas finalisé.

Sans attendre sa perspective de mise en œuvre, encore en suspens à date de la visite d'inspection, la non-conformité confirmée en concentration et en flux des rejets en COV du RTO 1 fait l'objet d'une proposition d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

La demande d'allègement de périodicité du suivi analytique des rejets en eaux pluviales pour le site B doit faire l'objet d'au moins une campagne complémentaire afin d'être examinée par l'inspection.

Les vitesses de rejets des RTO 2 et 3 demandent à être relevées pour être conformes.

Le stockage des granules sur les aires imperméabilisées de la partie B doivent se conformer aux modalités tirées de l'étude de dangers et ses hypothèses.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. <hr/> <i>En suite du rapport UID4243-EAR-024-329 de l'inspection du 26.09.2024 (point de contrôle n°1), Il était attendu de l'exploitant sous 1 mois de produire un plan reprenant les points des rejets atmosphériques canalisés des deux parties du site.</i>
Constats : L'exploitant a fourni les plans de chacune des deux parties du site (partie B et partie D), sur lesquels sont identifiés particulièrement les « rejets atmosphériques canalisés », avec : <ul style="list-style-type: none">- pour le Bâtiment B, RTO 1, RTO 2 ; le troisième point non qualifié correspond à la chaudière gaz ;- pour le bâtiment D, le RTO 3.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe 2.9.4
Thème(s) : Risques chroniques, OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales)
Prescription contrôlée : L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC en appliquant les deux techniques énumérées ci-dessous. a. Détermination des équipements critiques Les équipements critiques pour la protection de l'environnement (« équipements critiques ») sont déterminés sur la base d'une évaluation des risques. En principe, il s'agit de tous les équipements et systèmes qui prennent en charge des COV (par exemple, le système de traitement des effluents gazeux, le système de détection des fuites). b. Inspection, maintenance et surveillance Il s'agit d'un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques, et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée. Les périodes d'OTNOC, leur durée, leurs causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance. <hr/> <i>En suite du rapport UID4243-EAR-024-329 de l'inspection du 26.09.2024 (point de contrôle n°5), Il était attendu de l'exploitant sous trois mois une version projet opérationnelle du nouvel outil de suivi, avec une période complémentaire permettant des ajustements opératoires n'excédant pas 3 mois (soit 6 mois au total).</i>

Constats :

L'exploitant présente une version de son nouveau progiciel de gestion intégrée (ERP) indiqué comme opérationnel depuis le 01.01.2025. Un module particulier aux opérations de maintenance distingue parmi d'autres items les actions à caractère réglementaire. Pour chacune d'entre elles, notamment en matière de suivi des 3 RTO du site et la prévention de leurs OTNOC, il est possible de qualifier et de suivre les opérations programmées, comme celles non programmées, ainsi que leur état d'avancement.

Les personnes du site ayant accès à l'outil et l'alimentant sont : direction et HQSE, équipe de maintenance, directeur de production. L'outil planifie (calendrier) les opérations à réaliser.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, poursuite d'utilisation du RTO1

Prescription contrôlée :

L'exploitant respecte, pour les émissions totales annuelles, la valeur limite d'émission (VLE) suivante prévue par l'article 3.11.1.1 de l'annexe de l'arrêté du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles :

Paramètre	Unité	VLE (moyenne annuelle)
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	kg de COV par kg d'extraits secs utilisés	0,3 pour site B
		0,3 pour site D à échéance de juin 2024

Constats :

L'exploitant rapporte au titre du PGS de 2024 une valeur d'émission en COV (kg de COV par kg d'extraits secs utilisés) de :

- 0,23 (0,24 en 2023) pour la partie D ;
- 0,29 (0,22 en 2023) pour la partie B ;

, soit une valeur de 0,26 (0,23 en 2023) à l'échelle du site.

L'exercice réalisé à partir du bilan de gestion des solvants permet de conclure à une conformité du site au regard de son encadrement réglementaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Émissions diffuses

<

N° 5 : Émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.5.1.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions diffuses
Prescription contrôlée : 2.9.5.1.1. Réduction en zones de production et de stockage Afin de réduire les émissions de COV dans les zones de production et de stockage, l'exploitant applique la technique a) et une combinaison appropriée des autres techniques énumérées ci-dessous : cf. liste de techniques a) à h) . _____ <i>En suite du rapport UID4243-EAR-024-329 de l'inspection du 26.09.2024 (point de contrôle n°3), il était attendu de l'exploitant sous 3 mois d'étudier la faisabilité technico-économique de compléter les points de captation des rejets diffus.</i>
Constats : Rappelant l'absence de système d'aspiration au niveau du bâtiment B, l'exploitant a indiqué par courriel du 23.12.2024 son avancement d'un projet de rationalisation de ses RTO (décarbonation). A date, il était indiqué que : la phase de « Diagnostic / Définition de préconisations » était réalisée ; la phase de consultation des différents prestataires était engagée. La phase de consultation est toujours en cours ; des difficultés d'engagement des prestataires sur les garanties après mise en place sont actuellement un frein pour finaliser le projet. L'exploitant précise cependant que, en suite de la dernière inspection, il a bien été intégré au projet de rationalisation des RTO la nécessité de prévoir des points de captation des rejets diffus pour la partie B.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans ou hors cadre du projet de rationalisation, il est attendu de l'exploitant sous 3 mois d'étudier la faisabilité technico-économique de compléter les points de captation des rejets diffus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Respect des VLE - tableau des VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 2.2.2				
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets – poursuite d'exploitation du RTO1 non conforme				
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. La teneur en oxygène de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission est celle mesurée dans les effluents en sortie de l'équipement d'oxydation.				
Paramètre	Concentration mg/Nm3	Flux en g/h Conduit n°1	Flux en g/h Conduit n°2	Flux en g/h Conduit n°3
COVT (exprimé en équivalent C)	20	600	480	500
NOx	100	3000	2400	2500
CO	100	3000	2400	2500

En suite du rapport UID4243-EAR-024-329 de l'inspection du 26.09.2024 (point de contrôle n°10), il était attendu qu'en cas de maintien de ce RT O1 sur la partie B du site que l'exploitant présente sous 6 mois une situation conforme à son nouveau cadre réglementaire de rejets atmosphériques.

Constats :
Rappelant que les précédentes campagnes disponibles permettaient de relever des valeurs prévisionnellement non conformes des rejets en COVT en concentration et en flux à l'aval du RTO1, (cf. synthèse ci-dessous de 2021 à 2023) et de les qualifier de durables sans modifications des installations au regard des données analytiques acquises, la non-conformité en concentration des rejets en COVT de ce RTO1 est confirmée au regard du nouveau cadre réglementaire par les résultats de la campagne réalisée les 05 et 06.02.2025 (rapport ANECO n° 25 6013 E rev.0) :

	Mesure	Unité	ICPE 2011	ICPE 2024	2021 10/11/2021	2022 28/11/2022	2023 27/02/2024	2024 05/02/2025
Amont	Concentration COVT	mg/Nm3			1226	1327	1566	1503
	Flux massique COVT	g/h			24344	12000	13640	23527
Aval	Concentration COVNM _T	mg/Nm3	≤ 20 si rendement < 98% ≤ 50 si rendement ≥ 98%		32,96	26,4	30,2	
	Concentration CH ₄	mg/m3	≤ 50		0,23	0	0	
	Concentration COVT	mg/Nm3	≤ 20		33,17	26,4	30,2	44
	Flux massique COVT	g/h	≤ 600		941	620	639	977
	Concentration NO _x	mg/m3	≤ 100	≤ 100	1,53	0,65	0,98	1,31
	Flux massique NOx	g/h	≤ 3000	≤ 3000	43,46	20	20	29,07
	Concentration CO	mg/m3	≤ 100	≤ 100	14,22	26,9	1,82	3,31
	Flux massique CO	g/h	≤ 3000	≤ 3000	403	630	38	73,47
	Vitesse d'éjection des gaz	m/s	≥ 8	≥ 8	10,13	5,2	10,7	11,4
	Rendement	%			98,9	98	98,1	97,1

Le RTO1 (conduit n°1) présente ainsi des rejets supérieurs aux VLE en concentration (44 mg/Nm3 vs 20 mg/Nm3) et en flux (977 g/h vs 600 g/h).

Les difficultés d'avancement du projet de rationalisation des RTO (passage de 3 à 2 RTO pour le site (cf. précédent point de contrôle et suivant) et l'absence d'alternative techniquement validée pour atteindre la conformité (cf. changement d'imprimante en cours comprenant une option de

modification du raccordement de ses rejets au RTO2 à la place du RTO1) ne permettent pas d'annoncer une date prévisionnelle de retour à la conformité de ce point de rejet en concentration et en flux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La transmission sous 3 mois d'un projet techniquement validé permettant un retour à la conformité des rejets du RTO 1 et la transmission sous 6 mois d'une campagne analytique conforme font l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse d'éjection en sortie des RTO

Prescription contrôlée :

2.1.2 Conditions générales de rejet

	Hauteur minimale en m	Diamètre nominal en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Conduit N° 1	11 m	0,99	30000	8
Conduit N° 2	12,92 m	0,99	24000	8
Conduit N° 3	12,92 m	0,99	25000	8

Constats :

L'exploitant indique dans son PGS de 2024 que les vitesses d'éjection des RTO2 et RTO3 sont non conformes (respectivement de 5,9 m/s et 7,2 m/s) d'après les résultats de la campagne de mesures de 2024.

Ces RTO ont ainsi fait l'objet d'une intervention par « le fabricant des RTO qui a modifié les réglages. Ces modifications n'ont pas apporté les résultats escomptés (les vitesses ne sont pas mesurées au moment des réglages). Nous leur signalerons à nouveau lors de leur prochaine maintenance des équipements ».

L'exploitant confirme que les vitesses d'éjection n'ont pas été modifiées depuis ; l'intervention pendant la période d'arrêt en août 2025 est confirmée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet sous 3 mois les résultats conformes de contrôle des vitesses d'éjection des RTO2 et RTO3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Modifications des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 181-14
Thème(s) : Situation administrative, Projet de rationalisation des RTO
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p> <hr/>
<p><i>Dans le cadre du rapport UID4243-EAR-024-329 de l'inspection du 26.09.2024 (point de contrôle n°12), il était rappelé que, parallèlement à l'élaboration du "dossier EDF" au titre de la décarbonation du site au regard de son parc de RTO (n=3), l'exploitant devait porter à la connaissance du préfet avant leur mise en fonctionnement pour instruction préalable :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><i>• les modifications envisagées (description détaillée ; calendrier ; phasages éventuelles de mise en place et de production etc;) ;</i><i>• leur analyse de conformité au regard de la réglementation applicable (e.g. arrêté ministériel de prescriptions générales du 03/02/2022) ;</i><i>• basées sur le cadre réglementaire applicable au site (arrêté précité notamment), les propositions de modifications d'encadrement induites.</i> <p><i>, en fonction des choix opérés (notamment, ensemble des conséquences relatives au maintien en secours ou au démantèlement du second RTO de la partie B du site) des modifications d'encadrement des activités étant en effet à opérer.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Le projet de rationalisation du nombre de RTO du site (passage de 3 à 2 équipements) est actuellement freiné à la phase de consultation du fait de difficultés d'engagement des prestataires sur les garanties après mise en place des installations.</p> <p>En suite de l'avant-projet sommaire (APS) du 20.02.2024 et de l'avant-projet définitif (APD) du 17.07.2024, une réunion a eu lieu avec l'ADEME le 22.01.2025. L'exploitant a relancé sa maîtrise d'œuvre courant mars 2025 considérant les difficultés précitées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En cas de poursuite du projet, l'inspection rappelle les attendus d'un PAC indiqués dans le rapport UID4243-EAR-024-329 du 26.09.2024 (point de contrôle n°12).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Rejets en eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 3.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise une analyse du rejet de ses eaux pluviales pour s'assurer du respect des valeurs limites de rejets prescrites par l'article 3.3 du présent arrêté : <ul style="list-style-type: none">- tous les ans pour le site B ; en cas de non-conformité, les dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence devront être mis en place ; cette fréquence de surveillance pourra être révisée à la demande de l'exploitant après avis de l'inspection ;- tous les trois ans pour le site D disposant d'un séparateur à hydrocarbures.
Constats : Pour les parties B et D, les analyses datent respectivement des rapports des 29/05/2024 et 24/05/2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La campagne d'analyse pour l'année 2025 reste à réaliser pour la partie B du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Rejets en eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : Caractéristiques des rejets Les rejets d'eaux pluviales respectent les valeurs limites suivantes : pH: 5,5-8,5 ; matières en suspension : 100 mg/l ; DCO: 300 mg/l ; DBO5 : 100 mg/l ; Hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/.
Constats : <u>Pour le site B :</u> les derniers résultats par analyse du 29.05.2024 sont conformes pour tous les paramètres, avec : HCT 508 µg/l ; pH 7,6 ; DBO 9 mg/l ; DCO 93 mg/l ; MES 49 mg/l. <u>Pour le site D :</u> les derniers résultats par analyse du 24.05.2024 sont conformes pour tous les paramètres, avec : HCT <50 µg/l ; PH 6,8 ; DBO 57 mg/l ; DCO 211 mg/l ; MES 53 mg/l). Ces conformités n'appellent pas de demande de mise en place pour le site B " <i>de dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence</i> " prévue par l'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 21.03.2024 (objet du point de contrôle précédent). L'exploitant demande un allègement de la fréquence de prélèvement les rejets en eaux pluviales pour la partie B du site.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'examen par l'inspection de la demande d'allègement de la fréquence à 3 ans plutôt qu'annuelle (article 3.4.2), afin d'être synchrone aux analyses réalisées pour le site D, pourra être réalisé à réception d'au mois une nouvelle campagne et leurs résultats.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Risque foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 51</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'arrêté du 04 octobre 2010 susvisé concernant les points ci-dessous sont rendues applicables : [...] * protection contre la foudre ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Étude de danger du dossier d'autorisation (PJ n°49) a conclu en matière de risque foudre à la nécessité de "<i>mise en place de protection contre les effets directs de la foudre (paratonnerre en toiture) et contre les effets indirects (parafoudre installé sur les installations électriques). Les deux bâtiments du site B ont fait l'objet d'une analyse séparée</i>".</p> <p>L'exploitant produit alors 2 dossiers d'ouvrage exécutés (DOE) du 27.06.2024 pour chaque partie du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> - DOE_AF004441_AEP_ST-PAL-DE-MONS_SiteD ; - DOE_AF004441_AEP_ST-PAL-DE-MONS_SiteB. <p>Ils comprennent chacun une attestation de fin de travaux certifiant que les matériels de protection répondent aux Analyses de Risque Foudre respectivement des 15.06.2020 (partie B) et 28.12.2020 (partie D).</p> <p>L'exploitant confirme par ailleurs qu'aucune autre intervention n'est nécessaire pour une mise en conformité.</p> <p>Il est précisé enfin que des vérifications périodiques de ces installations sont intégrées au progiciel de gestion du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Stockage extérieur / partie B

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2024, article 5.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, aires dédiées au stockage des granulés

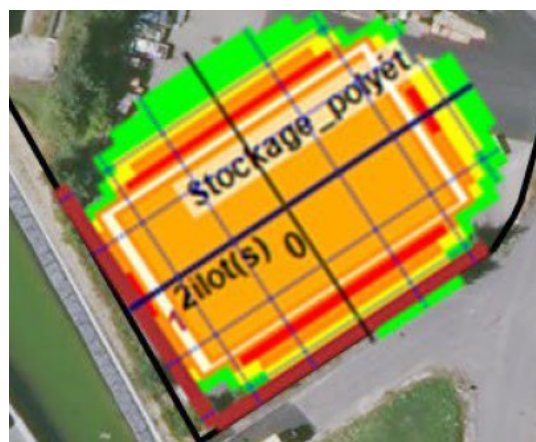
Prescription contrôlée :

La localisation et l'organisation des ateliers et des stockages de liquides inflammables et des matières combustibles sont conformes au dossier de demande d'autorisation notamment à l'étude de dangers et aux hypothèses prises pour les modélisations des scénarios d'incendie.

Constats :

Sur la partie B du site, l'incendie des matières combustibles stockées à l'extérieur du bâtiment fait partie des cinq *scenarii* d'accidents majeurs pour AE Group identifiés dans son étude de danger (EDD en pièce 49 ; version modifiée de janvier 2023).

Rappelant qu'un porter à connaissance en matière d'urbanisme a été réalisé par l'inspection en suite de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21.03.2024 afin que les informations relatives aux effets hors sites en situation accidentelle soient connues de l'autorité compétente, la visite de terrain fait apparaître des modalités de stockage différentes des hypothèses de la modélisation réalisée par les pièces 49 (EDD) et 49-3 (« Note de calcul FLUMILOG stock polymère extérieur site B ») du dossier d'autorisation :



Extraits de l'étude de danger (recul en limite de propriété ; modélisation)

Les indications de limites de stockages matérialisées au sol, pour partie effacées et prises en comptes lors de la modélisation, ne pas respectées au regard de la limite de propriété :



L'inspection rappelle que la pièce 46-3b (« *Instruction Chargement / Déchargement (réceptions, expéditions, transferts)* » ; version du 20.09.2022) du dossier d'autorisation indique que « *pour les réceptions de palettes de sacs de granules, les stocker sur les emplacements prévus à cet effet, en respectant les marquages tracés au sol* ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant respecte sous 3 mois les modalités de stockage des matières combustibles présentes sur les aires extérieures de la partie B du site tirées de son étude de dangers et des hypothèses prises pour les modélisations des scénarios d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois